

maintenant ils se plaignent. Aujourd'hui même, aux questions posées à l'appel de l'ordre du jour, un membre du cabinet a dit qu'à son avis la situation ne lui paraissait nullement plus mauvaise que du temps de l'ancien gouvernement. Quelle réponse! Un autre membre du cabinet a avoué qu'il ne s'était pas muni de sa boule de cristal. Espoir, espoir, espoir. Il a dit, en somme, qu'il regardait dans sa boule de cristal et qu'il espérait. Ce n'est pas ce que veut la population canadienne, et ce n'est pas ce que nous voulons en cette enceinte.

A une question qu'on lui a posée, le ministre du Commerce (M. Churchill) a dit qu'il ne fallait que suivre la méthode de l'ancien ministre de la Santé nationale et du Bien-être social pour répondre aux questions qu'on lui posait. Nous ne voulons pas qu'il suive cette méthode. Nous voulons que les membres du cabinet actuel viennent avec des idées neuves, fraîches et dynamiques, des idées qui plairont à la population comme solutions possibles aux graves problèmes qui se posent à notre pays à l'heure actuelle.

Tout gouvernement qui hérite d'une situation et qui laisse cette situation s'aggraver pendant cinq mois doit en être tenu responsable. Que le gouvernement ne nous dise pas qu'il a hérité de mauvaises lignes de conduite et de situations préexistantes; ce n'est qu'un ayeu de son échec. Le gouvernement a hérité de quelque chose dont il ne sait pas s'occuper.

Une voix: On peut le déshériter, s'il y tient.

M. Hansell: Dans le coin de la Chambre que nous occupons, nous avons toujours affirmé que les difficultés que les gouvernements éprouvent de temps à autre résultent d'une mauvaise politique financière; si nous ne corrigeons pas ces erreurs, nous ne pourrons jamais résoudre ces difficultés. C'est pourquoi notre groupe siège ici, c'est pourquoi on nous renvoie ici pour ainsi dire à chaque scrutin, et c'est pourquoi nous sommes tous revenus cette fois-ci, renforcés de quatre députés de plus.

J'en viens maintenant au sous-amendement proposé par le chef du Crédit social au Canada.

M. McCleave: Mettez-le en vers.

M. Hansell: Pas pour l'instant. Les idées ne me viennent pas vite. Il me faut beaucoup de temps pour écrire quelques rimes comme celles dont j'ai donné lecture. Je ne suis pas aussi intelligent que d'autres. Il faut que je réfléchisse longtemps avant de pouvoir composer de la poésie.

Voici le sous-amendement proposé l'autre jour à la Chambre par le chef de mon parti:

Cependant, nous regrettons que rien dans le discours du trône n'indique que le gouvernement a l'intention de demander au Parlement d'établir pour le Canada un programme financier méthodique et répondant aux besoins de l'heure qui orientera les opérations de la Banque du Canada, mettra rapidement fin au programme actuel de l'argent cher et fera efficacement échec à l'augmentation constante du coût de la vie.

Cette proposition d'amendement, monsieur l'Orateur, repose sur une conviction. C'est qu'à moins d'un changement du programme financier fondamental, les problèmes qui se posent aujourd'hui au Canada ne seront jamais, au grand jamais résolus. Mais en proposant cet amendement et en faisant son discours, le chef du crédit social a dû naturellement critiquer le programme tracé par la Banque du Canada. Ce faisant, il a mentionné le nom du gouverneur de la Banque du Canada. Or, que s'est-il passé? Nous constatons que le *Financial Post*, un des plus grands journaux financiers orthodoxes du Canada, a commencé à s'en prendre au chef de mon parti. Je ne puis dire qu'il l'a fait avec beaucoup de compétence; il s'est même abaissé bien au-dessous de la dignité que devrait maintenir un des plus grands journaux financiers du Canada. Je vais vous citer ce qu'ont écrit les rédacteurs. J'ignore qui est l'auteur de cet article; j'aimerais le savoir, afin de pouvoir donner son nom. Cela se trouvait dans le *Financial Post* du 26 octobre:

L'intervention de M. Low dans le débat en cours à Ottawa a pris la forme d'une conférence financière. Rien de tel pour ouvrir les yeux de ceux qui pouvaient croire sincèrement que l'expérience avait guéri les créditistes de leurs illusions.

D'abord, M. Low s'est conduit lâchement et de façon inexcusable...

Une voix: Eh bien, n'est-ce pas juste?

M. Hansell: Je poursuis:

Il a lancé un attaque personnelle violente contre le gouverneur de la Banque du Canada, un fonctionnaire qui ne peut pas se défendre.

Arrêtons-nous là un instant. Qui peut prétendre qu'un fonctionnaire de la Banque du Canada ne peut pas se défendre? Qui a dit cela? C'est la première fois que j'en entends parler. Si le gouverneur de la Banque du Canada, ou quelque autre fonctionnaire de cet organisme, désire expliquer quoi que ce soit, rien ne l'en empêche. Il me semble en effet qu'il se trouve dans une situation que l'on pourrait dire très supérieure à celle du gouvernement.

M. Thomas (Middlesex-Est): N'est-il pas responsable envers le ministre des Finances?

M. Hansell: Je répondrai à mon honorable ami qu'il l'est peut-être, dans une certaine mesure, à quelque point de vue juridique, mais qu'en pratique c'est le ministre des Finances qui dépend de lui.